



Communauté genevoise d'action syndicale

Organisation faîtière regroupant l'ensemble des syndicats de la République et canton de Genève
info@cgas.ch // Rue des Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève // CH69 0900 0000 8541 2318 9

Communiqué de presse du 20.01.2023

STOP à l'instrumentalisation antisyndicale de la crème pâtissière

La CGAS exprime son soutien à la CUAÉ, visée par des menaces dans l'exercice de ses activités syndicales et étudiantes, alerte sur les conséquences d'une énième judiciarisation de la conflictualité sociale à Genève et dénonce l'instrumentalisation par l'UDC de la tentative d'entartage de Madame Amaudruz à des fins antisociales et antidémocratiques.

Offensive antisyndicale en cours contre la CUAÉ

Depuis la tentative d'entartage de la Conseillère nationale Céline Amaudruz survenue à l'Université de Genève le 21 décembre dernier, le syndicat étudiant est particulièrement pointé du doigt dans les médias, accusé – sans fondements - tantôt d'être à l'origine de l'action, tantôt d'être simplement une force de mobilisation trop importante...! Jusqu'à dire qu'un syndicat étudiant ne devrait pas mener d'activités syndicales, il n'y a qu'un pas, que franchit allégrement Yves Nidegger en appelant à couper les subventions de l'Université de Genève à la faîtière syndicale étudiante.

Les mobilisations politiques et les activités syndicales de défense des étudiant-e-x-s sont nombreuses: des permanences gratuites et confidentielles tenues de façon régulière, du soutien individuel, des victoires importantes obtenues pour les étudiant-e-x-s (par exemple contre la hausse des taxes d'étude ou les repas à bas prix) et des prises de position en lien avec les questions de discrimination. C'est cette grande activité syndicale qui est visée et qu'il faut à tout prix préserver et défendre. Les propos ouvertement ou indirectement antisyndicaux, ainsi que les menaces de limitation de l'exercice des droits démocratiques et syndicaux de la part des autorités politiques et universitaires, doivent donc cesser.

Enième judiciarisation de la conflictualité sociale

La CGAS constate que la tentative d'entartage et les autres éléments de l'action de contestation du 21 décembre sont immédiatement criminalisés, faisant fi de l'intention vraisemblablement satirique des auteurs-trices. Cette attitude est représentative de l'attitude des autorités concernant toute forme de contestation dans un contexte de conflictualité sociale. Face à des pouvoirs qui s'exercent de façon de plus en plus brutale sur les travailleurs-euses, les étudiant-e-x-s, les personnes d'origine étrangère ou immigrées, les femmes et les minorités de genre et les personnes racisées, les activités de contestation servent à visibiliser des enjeux passés sous silence, afin d'œuvrer à établir un rapport de force plus favorable. Les outils de contestation démocratiques sont variés, et le réflexe de la judiciarisation automatique nuit au dialogue social et démocratique. La CGAS, pendant la période des mobilisations de la fonction publique, avait déjà interpellé le Conseil d'Etat suite aux plaintes pénales et avertissements des TPG envers les grévistes. Aucune réponse n'a été adressée à ce jour, malgré l'importance des enjeux démocratiques que nous avons soulevés.

Instrumentalisation par l'UDC à des fins antisociales, antidémocratiques, mais électorales

En pleine année d'élections cantonales et fédérales, l'UDC fait preuve d'un talent de récupération certain. Prétextant la défense de droits des femmes et le respect de la démocratie, ce parti ne saurait faire oublier que c'est l'exact inverse qu'il défend. Lorsque Céline Amaudruz porte plainte au nom de sa « liberté d'expression », nous n'oublions quant à nous pas que le parti qu'elle vice-préside n'a il n'y a que quelques années pas hésité d'essayer de soustraire la Suisse au contrôle judiciaire de la Cour européenne des droits humains (initiative contre les « juges étrangers »). En matière de préservation de droits constitutionnels, on aura fait mieux. En matière de lutte contre les violences sexistes, n'oublions pas non plus que l'UDC, plus grand parti de Suisse, s'oppose fermement aux contrôles de l'égalité salariale dans les entreprises et à toutes sanctions contre les employeurs que ne la respectent pas. Sans parler de la position passéiste et machiste de ce parti sur la définition du viol.

Quant au respect de la démocratie, en décembre dernier, c'est la même Madame Amaudruz et le même Monsieur Nidegger qui soutenaient la motion Ettlín, proposition qui précipitera, en cas d'acceptation d'une loi ad hoc, des milliers de travailleurs et surtout de travailleuses dans la pauvreté, faisant fi à la fois de la volonté populaire des électeurs-trices de leur canton, mais également des principes constitutionnels suisses. Et ceci au nom d'un prétendu « partenariat social » que l'UDC a largement dénigré lors de la dernière votation sur la libre-circulation dans une brutale attaque contre les syndicats.

Alors lorsque l'UDC a aujourd'hui le toupet d'affubler quelques trams genevois du slogan « notre priorité, votre pouvoir d'achat », on ne s'étonnera pas de voir les ventes de crème pâtissière augmenter en flèche.

Personnes de contact:

Davide De Filippo, président CGAS : 079 707 14 67

Anna Gabriel Sabate, vice-présidente CGAS : 0848 949 120